

## CIDR

- Français - Références - Travaux d'études et de recherche - Institutions de microfinance -

Institutions de  
microfinance

# **Stratégie régionale du FIDA en finance rurale en Afrique Centrale et de l'Ouest**

Direction des études et de la recherche  
jeudi 8 juillet 2004

**Auteur :** [Chao-Béroff R.](#)

**Titre :** Stratégie régionale du FIDA en finance rurale en Afrique Centrale et de l'Ouest

**Sujet :** Ce document comprend deux volets : dans un premier temps, la situation générale de la finance rurale en Afrique de l'Ouest et Centrale est décrite, puis le cas du Fonds International de Développement Agricole qui appuie la microfinance dans cette région est analysé.

**Date de publication :** Avril 2002

**Financement :** FIDA

La finance rurale en Afrique Centrale et de l'Ouest se trouve à un carrefour, et les bailleurs de fonds tels que le Fonds International de Développement Agricole (FIDA) ont redéfini leur stratégie d'intervention afin d'atteindre l'objectif principal de la microfinance, c'est-à-dire la réduction de la pauvreté.

#### *Bilan de la microfinance en Afrique de l'Ouest et Centrale*

L'Afrique de l'Ouest et Centrale est une région en mutation : plusieurs pays sont en cours de démocratisation et l'Etat se désengage. Or, ces changements ne donnent pas les résultats économiques escomptés, et la pauvreté se concentre notamment dans les zones rurales. En effet, le développement agricole est entravé par le manque d'accès au capital : d'une part, les banques commerciales ne pratiquent pas le financement rural, d'autre part, les projets de microfinance n'atteignent pas leurs objectifs en terme de pérennité et d'impact. Dans ce cadre, les principaux bailleurs de fonds et les gouvernements s'entendent à l'heure actuelle sur une nouvelle stratégie visant à concevoir des produits financiers réellement adaptés aux publics pauvres des régions rurales.

En Afrique, les institutions de microfinance (IMF) suivent généralement un schéma commun : elles sont d'abord implantées dans les zones rurales favorisées, puis, la recherche de l'autonomie financière peut les conduire à se recentrer dans les villes secondaires. Ce schéma exclue les zones très pauvres. D'autre part, une analyse des ressources des IMF montre que le principal frein à leur développement n'est pas l'accès aux capitaux mais les faiblesses dans la gestion et la gouvernance. Face à cette évolution, les bailleurs de fonds incitent à de meilleures pratiques et deviennent plus rigoureux dans le suivi des programmes. Par contre, certaines systèmes financiers décentralisés (SFD) se retrouvent dépassées par ces nouvelles exigences, d'où des crises voire des abandons. Les donateurs doivent être vigilants dans la formulation de leurs messages, qui, mal interprétés, risquent d'exclure les populations rurales les plus pauvres de la microfinance. De plus, ils doivent continuer l'appui technique direct aux IMF même s'ils ont identifié un fort besoin au niveau de la structuration nationale du secteur de la microfinance.

#### *Les interventions du FIDA en Afrique de l'Ouest et Centrale*

Dans son appui à la finance rurale en Afrique de l'Ouest et du Centre, le FIDA a choisi d'abandonner certains projets non performants pour se recentrer sur :

- ▶ L'émergence et le développement de SFD autonomes : pour cela, l'appui doit favoriser la participation et le transfert de compétences ; de plus, les SFD doivent suivre des modèles ayant pour traits communs d'être à base de membres, de collecter l'épargne locale et d'octroyer des petits crédits.
- ▶ Le développement national du secteur de la microfinance : l'intervention doit conduire à la définition d'une

stratégie politique nationale de microfinance comprenant le renforcement des capacités de suivi et de contrôle des Ministères des Finances, l'appui à la professionnalisation et à l'articulation avec le système bancaire et enfin la promotion de la recherche-innovation.

L'intervention du FIDA vise à soutenir les IMF et le secteur de la microfinance qui sont engagés dans l'apport de services financiers aux ruraux pauvres de la région. Un véritable défi est lancé pour la prochaine décennie : installer durablement une microfinance de qualité qui réponde à un ensemble d'exigences éthiques et de performances professionnelles la distinguant de la finance purement commerciale.

Ainsi, la stratégie d'intervention consiste à privilégier les zones rurales et notamment les plus pauvres, favoriser la participation et les innovations, cependant que l'appui doit d'inscrire dans la durée. Du point de vue opérationnel, cette stratégie implique une professionnalisation des différents acteurs des projets, un rééquilibrage des financements afin de renforcer les capacités et la gouvernance du secteur et enfin, la création d'un environnement encourageant le développement des IMF par le biais d'un dialogue avec les gouvernements.